

474.2.11736

Case  
FRE  
20105

LE  
RUBICON.

Par l'Auteur du BON-SENS.

---

Le Singe est fait pour être imitateur;  
Mais l'Homme doit agir d'après son cœur.  
NANINE, Comédie de Voltaire.

---

JANVIER.

---

1789.

THE NEWBERRY  
LIBRARY

# AVERTISSEMENT

C'est en affaiblissant la stupide vénération des Peuples pour les Loix & les usages anciens, qu'on met les Souverains en état de purger la Terre de la plupart des maux qui la désolent, & qu'on leur fournit les moyens d'assurer la durée des Empires.

*Helvetius, de l'Esprit.*

---

# AVERTISSEMENT.

---

ON s'est proposé de ne traiter ici que des objets relatifs aux instructions ; & l'on a cru qu'une analyse raisonnée des grands mots d'Ordres , de rangs , de droits & de pouvoirs , feroit utile dans une circonstance où tant de personnes les emploient sans les entendre.

Nous n'avons adopté aucun système exclusif sur les instructions.

Une première Assemblée nationale , après deux cents ans d'interruption ;

les circonstances qui la rendent indispensable; la nature & la force des obstacles que la Nation doit surmonter pour ramener une régénération nécessaire, & consommer une révolution inévitable; les lois que lui imposent les lumières de ce Siècle; toutes ces considérations ont modifié nos idées, & décidé de la forme & du fond de cet Ouvrage. Le titre que nous lui donnons, n'a, comme on le voit, aucun rapport avec le sujet. C'est une sorte de signe propre à le faire discerner, si il est possible, au milieu des indiscernables.

Nous souhaitons qu'on remarque



dans cet Ouvrage le sentiment par-  
 ticulier qui nous l'a fait écrire, &  
 le désintéressement de notre zèle pour  
 la chose publique. Puisse-t-il avoir  
 élevé notre talent à la hauteur du  
 sujet ! Puissent les bons Citoyens de  
 toutes les classes, reconnoître en nous  
 leur compatriote, leur frère & leur  
 Ami ! Puisse enfin le Clergé, que  
 nous attaquons ici, & aux yeux  
 duquel la vérité doit être sacrée,  
 s'humilier devant elle ! On ose en  
 attendre le grand exemple d'un sacrifice  
 qui convient si bien à son caractère,  
 & qui changeroit en un sentiment  
 si vif de reconnoissance & d'amour

l'indifférent hommage & les froids  
respects qu'on ne lui rend peut-être  
plus au milieu de nous, que par crainte  
ou par habitude.

Note omise à la page 11, ligne 13.

(1) Sous la première Race, les Nobles qui se faisoient d'Eglise, étoient rasés & dégradés. L'état ecclésiastique étoit réputé ignoble. Les Francs guerriers & vainqueurs accoutumés à ne voir l'honneur que là où il existe du danger, abandonnèrent long-temps aux Gaulois les fonctions sacerdotales; mais, & on l'a dit ailleurs, leurs Chefs initiés au Christianisme s'aperçurent bientôt qu'il pourroit servir à étendre leur puissance & à l'affermir, & le Clergé leur devint nécessaire en favorisant leur ambition : en effet, des hommes qui *délivroient* du remords par l'absolution, durent paroître précieux à des hommes dont la vie étoit tissue d'assassinats; des hommes qui vous rendoient sacrés, qui, nourris de viles maximes du Sénat Romain sous les Empereurs, osoient dire à celui que ses Compagnons venoient d'élire pour les conduire à la guerre, que son pouvoir venoit de Dieu, qui lui donnoient l'espérance de faire adopter à toute la Nation ces absurdes maximes; de tels hommes, dis-je, étoient bien sûrs de leur fortune à la Cour; & si la Nation indignée ne les exterminoit pas, il falloit bien qu'ils devinssent un jour le premier Ordre de l'Etat : ainsi lorsqu'on remonte clairement aux causes, les effets cessent d'étonner; & les temps passés nous expliquent le temps présent.





# PREMIÈRE PARTIE.

## DES ORDRES ET DES RANGS.

---

ON a dit que si les hommes entendoient bien les mots dont ils se servent, ils disputeroient moins. La preuve de cette vérité est sous nos yeux. L'Histoire la confirme, & nous offre des Nations entières s'égorgeant pour des mots qu'elles n'entendoient pas. Puissions-nous, instruits par leur exemple, apprendre à définir ceux dont le sens, détourné par les ennemis de la Patrie, va nous diviser tous, si la raison ne vient à notre secours!

De tous les côtés, on n'entend, on ne lit que ces grands mots, les droits des trois Ordres sont sacrés; c'est le palladium de nos libertés. Des ignorans, des fots, des mal-intentionnés, de fort honnêtes-gens même, appuyés de cette doctrine, s'unissent & semblent faire

cause commune , pour repousser la raison , & la faire rétrograder vers les temps barbares d'où nous tirons ces tristes maximes.

Cependant , qu'il nous importe de nous entendre ! Les destinées de la France en dépendent , & ces principes vrais ou faux que nous allons adopter , vont régler pour des siècles le sort de nos neveux.

Est-il bien vrai que la division de la Nation Françoisse en trois Ordres soit la base indestructible de son contrat social , & que le Gouvernement monarchique ne puisse exister sans cette division ?

Est-il bien vrai que la conservation de nos libertés & de nos droits dépende de la conservation de ce système , & que sans trois Ordres dans l'Etat , l'ordre y soit impossible ?

Enfin , est-il bien vrai que l'intérêt particulier soit si fort en contradiction avec l'intérêt public , qu'on ne puisse les accorder ?

Quel service on nous rendroit , d'éclair-

3  
cir ces questions ! J'en fens toute l'importance, & ce sentiment m'enhardit : il faut oser pour réussir. Je vais essayer de répandre quelque jour sur ces obscurités. C'est le puits qui cache la vérité : j'y descends avec courage ; puisse-je en sortir avec elle !

Je fais qu'il est parmi nous des hommes qui ne veulent rien entendre ; leurs motifs sont connus, & je ne présume point assez de mes forces, ni de l'empire de la raison & de la vérité réunies, pour espérer de convaincre le haut Clergé, par exemple, que la division des Nations par Ordres est un des témoignages les plus éclatans de leur barbare origine, & qu'il n'est pas un esprit éclairé qui n'eût découvert l'histoire de ces origines, en méditant sur cette étrange division, si les monumens qui les attestent nous étoient inconnus... Je fais que je ne dois pas m'attendre à plus de soumission de la part de ces Nobles féodaux, qui, nés au sein des préjugés, en sont si pénétrés, que soupçonner leur



erreur ou s'en guérir, sont deux choses également hors de leur pouvoir. . . . . Mais il est dans le Clergé des hommes qui écoutent la raison, quelque opposée qu'elle soit à l'intérêt apparent de leur Ordre; affranchis par la réflexion du joug des idées habituelles, ils apperçoivent qu'il pourroit exister une autre organisation sociale, qui ne leur ôteroit rien de cette considération, qui, chez tous les Peuples, est la juste récompense de la vertu & du savoir.

Ils savent que les Ministres d'une religion vénérée, ne sauroient cesser de l'être, qu'en cessant d'en pratiquer les devoirs & d'en suivre les conseils. Ils avouent que leur existence, comme Pasteurs, est par-tout indépendante de cette division sociale d'Ordre & de premier Ordre, & que dans le premier comme dans le dernier, on peut jouir de l'estime de ses Concitoyens, ou se voir accablé de leur mépris; mais que la Noblesse a de plus pressantes raisons encore d'apprécier cette



barbare formation , où l'ignorance de nos pères a confondu sous le nom d'Ordre , le principe essentiel de toute société , celui des rangs ; principe aussi fécond dans ses conséquences , que celui des Ordres est stérile & fragile aux yeux de la raison.

C'est donc à l'Ordre qui renferme aujourd'hui les premiers Citoyens de l'Empire , que je m'adresse ; c'est à la Noblesse à sentir la première , l'importance d'une vérité qui va la mettre à sa place , & ramener au milieu d'elle des sentimens de patriotisme qui lui sont naturels , & qui n'ont pu s'en éloigner que dans la confusion de ces tristes débats , qui , n'ayant pour base qu'une grande erreur , ne pouvoient aussi produire au milieu d'elle , qu'erreur & division.

Avant de prouver cette vérité , si nous reportons nos regards en arrière vers l'origine des sociétés , nous verrons les Nations , ayant comme les individus , leur enfance & leur jeunesse : alors , sans savoir , & sans préjugés , elles

agissent ouvertement , & la force & la franchise accompagnent toutes leurs actions. C'est aussi le caractère que nous remarquons dans ces lois que nous nommons barbares , mais qui avoient un si parfait accord avec les mœurs & l'esprit de nos ancêtres , qu'elles font toute leur histoire ; & si nous comparons ces temps simples avec nos siècles artificieux ; si , *par opposition* , nous supposons la postérité frustrée de l'histoire de nos débats & de nos mœurs , & n'ayant d'autre monument de notre existence que les rescrits de nos Rois depuis les dernières années du règne de Louis XIII , dans quels étranges jugemens ne la verrons-nous pas conduite , entraînée par ce code de lois , pompeusement appuyée des plus beaux motifs ! En effet , quelle haute idée ne prendroit-elle point de notre sagesse dans ses préambules d'édits & déclarations , qui , jusqu'à ce jour , nous ont tout promis , & *presque rien tenu* ! Quelle haute idée ne concevrait-elle pas de la sagesse & des lumières

de ses Parlemens , de ces corps qui ont payé le privilège exclusif de nous juger , & usurpé tous leurs autres droits , en lisant le recueil de leurs remontrances ? Mais , après la lecture de ces archives de dissimulation & d'adresse , où le combat de deux Puissances qui se disputent leur proie , est déguisé sous tous les masques de l'intérêt public , si la postérité découvrait tout-à-coup l'histoire véridique de notre Nation , depuis la mort de Charlemagne , quel seroit son étonnement ! Elle nous verroit agités successivement par des intérêts puériles croisés sous les Philippes , séditieux sous Charles VI , esclaves sous Louis XI , fanatiques sous Charles IX , courtisans sous Louis XIV , vils jouets de la législation & du Gouvernement sous Louis XV ; elle nous verroit sous la main de guides aveugles ou pervers , conduits de fautes en fautes ou d'erreur en erreur jusqu'au bord des plus effrayans précipices ; elle nous verroit , enfin , dans ces derniers jours , occupant un grand espace dans



l'Europe sans y exercer d'autre influence que celle à laquelle la politique des autres Nations nous appelle; elle nous verroit éclairant la terre par nos écrits, mais paroissant plongés dans d'épaisses ténèbres, & gouvernés par l'ignorance au milieu même du savoir; semblables à ces nuées orageuses qui recellent les feux dévorans; des éclairs s'en échappent à tous momens, & répandent la lumière dans la vaste étendue des Cieux; seules, elles semblent demeurer dans la profonde nuit; cependant elles se déchirent, la foudre s'en échappe & la lumière les pénètre à leur tour : voilà notre histoire. Mais, que de parties encore obscures vont regretter les ténèbres, & se refuser à ce nouvel éclat! Accoutumés à voir confusément tous les objets, il semble que nous aimions cette lueur indécise au milieu de laquelle nous errons en poursuivant des fantômes. Ouvrons, enfin, les yeux, & revenons à la raison.

Ce n'est point au sein de la dégénéra-



tion des Sociétés qu'il faut aller chercher des modèles ; elles ont toutes eu un moment dans leur existence, qu'on peut regarder comme leur âge d'or, un moment où la raison a régné sur elles ; où chacune de leurs actions & de leurs Loix étoient son ouvrage ; où leur ordre social étoit réel & non pas fictif comme le nôtre. C'est-là le moment vers lequel il est permis à l'érudition de nous ramener ; nous y trouvons le Peuple François ignorant peut-être, mais docile à l'instinct. Cette première raison de l'homme se gouvernant avec sagesse & simplicité, il arrive dans la Gaule où la civilisation romaine avoit pénétré ; il sent tout le prix de cette civilisation ; il sent tout le prix de l'art d'écrire ; mais sans changer ses usages, il veut seulement en perpétuer la durée ; ses usages sont ses Loix, & ses Loix sont ses Mœurs & son Gouvernement. Là, nous appercevrons l'unité d'intérêts, de sentimens & de volonté qui doit les suivre ; là, nous verrons une Nation toute entière agissant ensemble,

& connoissant déjà les rangs ; mais ne soupçonnant pas la possibilité d'une division intégrante en trois Ordres. Des Peuples qui vivoient sous le régime militaire, connurent de très-bonne heure les inégalités de rangs ; & cette hiérarchie essentielle, loin de gêner leur liberté, en devint le gage conservateur ; car les rangs sont l'âme des Nations ; leur subdivision & progression lie le dernier sujet au Souverain par une chaîne non interrompue ; & l'émulation que cet ordre excite, est le principe vivifiant de cette activité, de ce courage, de cet amour du travail qui porte l'homme aux plus grandes entreprises, & le fait triompher constamment de cette inertie qui lui est si naturelle, & à laquelle nous le voyons se livrer par tout où les institutions sociales le lui permettent.

Nos pères ont donc connu les rangs avant de connoître les Ordres ; & cette vérité de fait consacrée par tous les monumens de l'histoire, étoit importante à rétablir ici dans son intégrité. Qu'on ne

vienne donc plus nous parler d'une division qui n'a pris naissance qu'au sein de la dégénération de l'ordre primitif & naturel des Sociétés.

Si le Clergé réclame ici d'anciens titres, je le dénonce, à mon tour, comme le premier corrupteur de nos pères. De quel droit en effet est-il au milieu de nous un Ordre, & le premier des Ordres ? Il en fait remonter l'origine jusqu'à Clovis (1), & le prix d'un devoir sacré que Saint Remi dut remplir dès qu'il en eut la possibilité, celui d'appeller à la connaissance du vrai Dieu le Chef d'une Nation idolâtre. Cette action, que nos Missionnaires renouvellent par-tout, sans autre but que d'éclairer & de sanctifier, fut donc plutôt ici l'effet de l'artifice & de la politique du Clergé Romain, que le triomphe de la vérité. Si Dieu, pour toucher le cœur d'un barbare, voulut confirmer la mission de Saint Remi par

---

(1) Avant d'aller plus loin, on prie de lire la Note à la fin de l'Ouvrage.



la victoire de Tolbiac, cette circonstance, étrangère à l'homme & toute divine, en décidant les Francs, nos ancêtres, à se faire baptiser, devoit-elle autoriser les prétentions des Missionnaires d'une religion qui ne prêche qu'humilité & égalité ? Ne peut-on pas les accuser d'avoir mêlé les projets d'une orgueilleuse ambition au sacré caractère d'Apôtres Évangéliques ? Le Baptême accordé si légèrement à un Prince sanguinaire dont l'histoire est un tissu de crimes non-interrompus, n'auroit-il été qu'un moyen de plus, employé par la politique de ce conquérant, pour subjuguier les Gaules ; & la complaisance de Saint Remi, qu'un moyen artificieux pour élever le Sacerdoce, & former la despotique alliance de l'Autel & du Trône sur les ruines de nos libertés ? Osons le dire, alors il s'introduisit au sein de la Nation un Ordre étranger à l'intérêt général ; alors cet accord qui lioit entre elles toutes ses parties mieux constituées dans ces temps



barbares, que nous ne le sommes aujourd'hui, ( & moins éloignées des principes d'une bonne organisation politique) commença de se rompre, & ce premier principe de division développé par le temps, explique tous les désordres & tous les crimes dont la politique & l'ignorance ont souillé depuis notre histoire.

Elle explique notre ordre social actuel, & l'inconcevable & criminel esprit de division & d'opposition qui aveugle en ce moment une partie de la Nation sur ses vrais intérêts, détourne son attention d'un moment où tout semble se réunir pour ramener au milieu d'elle l'ordre dans lequel repose la paix, la prospérité & la puissance des nations, un bon Gouvernement : voilà la grande pensée qui devrait incessamment nous occuper, & c'est vers ce but que nous devrions tous marcher, en regardant comme ennemis tous ceux qui tenteroient de s'opposer à l'accomplissement d'un si grand dessein. Ici, toute l'énergie de la volonté nous est

nécessaire , pour sortir de l'anarchie où nous sommes , & dissiper les difficultés qui s'opposent à la régénération de l'Empire François.

Sans cette énergie , qui seule peut en imposer à cette classe avilie , mais active , de citoyens de tous les rangs , qui vivent de désordres & d'abus , les efforts du Roi lui-même , pour faire le bien , seront inutiles. Ouvrons les yeux , & qu'une vaine & stérile approbation ne suffise plus aux amis de la Patrie : unissons-nous , & formons une association redoutable sous les drapeaux de la raison & de l'équité ; & pour gage de la sincérité de notre union , renonçons pour jamais à ces funestes idées d'une constitution ancienne & qui n'exista jamais : renonçons à une organisation vicieuse dans son principe , & produite par une suite d'usurpations ou de désordres ; car ceux qui nous disent que la division de notre système social en trois Ordres est inhérente à la Monarchie & aussi vieille qu'elle , que cette

division est le caractère essentiel de notre Gouvernement ; ceux-là, dis-je , nous trompent : tous ces grands mots vuides de sens, faux dans l'histoire & faux dans la raison , ces alimens trop avidement reçus par l'ignorance & la mauvaise foi , toutes ces erreurs absurdes & dangereuses doivent enfin céder au jour qui nous éclaire, & mes concitoyens me pardonneront de les attaquer de front & à découvert ; car loin de nous ces ménagemens des esprits timides, qui feignent de croire que les révolutions s'opèrent sans déchirement, & qui voudroient qu'une Nation de 25 millions d'hommes se réintégrât dans ses droits primitifs sans fermentation & sans bruit. Tous ces faux modérateurs qui ne sont que des hommes foibles , vains ou pusillanimes ; ces Atticus modernes ne sont plus ici de saison : c'est la vérité & la force réunies qui sauveront la Nation , qui découvriront les complots de ses ennemis , qui dévoileront tous ces titres faux dont s'appuyent les prétentions



communes ou opposées des deux premiers Ordres, qui rendront sensible cette grande nécessité qui vous ordonne d'écouter enfin la voix de la raison, sous peine de l'honneur & de l'existence nationale.

C'est à ces sentimens que j'ai cédé en prenant une seconde fois la plume; & puisse-je trouver dans mon amour pour ma Patrie, cette énergie & ces expressions qui persuadent! Puissent tous ceux qui pensent comme moi se sentir le même courage! Il en faut aux amis du bien public pour renverser les vieilles erreurs; & la ligue des gens de bien est, à ce moment, un devoir imposé par tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes; l'amour de l'ordre & de la liberté, l'intérêt de leur sort présent, & la destinée de leurs neveux dans l'avenir.

Mais en dépouillant le Clergé du grand privilège de former un Ordre dans la constitution sociale, je n'ai pas prétendu lui ravir celui d'être une classe très-distinguée par l'importance de ses devoirs,

&



& je ferai connoître plus loin la place que , sous ce nouveau rapport , il a droit d'occuper dans la Nation ; cette place doit être imposante & convenable à la grandeur du culte qu'un grand peuple rend au Dieu de l'Univers ; mais il importe à l'honneur même de la Religion , que ses ministres cessent de s'arroger des distinctions , des hommages & des respects qui ne sont dus qu'à elle ; & nous distinguerons soigneusement ici l'objet d'un ministère qui est tout divin , de ses fragiles ministres qui ne sont que des hommes comme nous , & dont les passions doivent être soumises au même frein que les nôtres.

Le Clergé formera une classe honorée , mais séparée ; & non le premier Ordre de l'Etat ; & son alliance avec l'ordre civil établi sur les principes de la morale universelle & d'une politique sagement raisonnée , deviendra la base d'une considération d'autant plus réelle , qu'elle sera fondée sur les Loix mêmes & invariable

comme elles. Les vrais ministres de notre Religion, qu'une situation équivoque expose quelquefois parmi nous à des soupçons injurieux, livrés désormais & sans distraction à la sainteté de leur pieux ministère, reproduiront sans doute bientôt à nos yeux les grands exemples de vertu dont ce siècle corrompu a tant de besoin: le scandale offert par la vie agitée & publique de plusieurs Ecclesiastiques, inévitablement associés à toutes les affaires du monde, ne servira plus de prétexte à ces censures amères, qui, dépassant quelquefois le but, osent attaquer jusqu'aux objets les plus sacrés du culte que nous professons, & donner des armes à l'incrédulité. Rendu aux soins de la charité, & à l'exercice des vertus qui forment le cercle de ses devoirs, le Clergé pourra s'y livrer exclusivement, & laisser aux gens du monde le soin, si difficile & si peu fait pour lui, de le gouverner. Voilà les premiers biens qui doivent naître d'un changement qui ramène la

Société politique à ses premiers principes, en substituant les classes & les rangs qui existent si naturellement chez toutes les nations, & qu'on retrouve au milieu d'elles à toutes les époques de leur existence, à cette barbare formation en en trois Ordres; formation incompatible & inconciliable avec aucune organisation civile & politique, heureuse & durable; car la première condition du bonheur & de l'ordre des sociétés est l'unité & l'union; mais comment cette unité & cette union seroit-elle possible dans une formation qui présente trois intérêts ou trois pouvoirs distincts, dont le premier se montre, presque sous tous les rapports, étranger aux intérêts des deux autres; dont le second, par ses analogies avec le premier, se trouve en contradiction perpétuelle avec lui même, attiré vers le troisième, dont il n'est en effet que la portion la plus distinguée; mais entraîné vers le premier par un attrait d'autant plus puissant, qu'il se colore des motifs



les plus respectables en apparence. Voilà les trois Ordres ; voilà ces pivots sacrés de la Monarchie & qu'on ne peut toucher sans la détruire.

Le Clergé est le premier Ordre de l'Eclat, & réclame, à ce titre, le tiers de l'influence dans la constitution législative ; mais a-t-on bien réfléchi à l'énormité d'une telle prétention, & aux conséquences qu'elle pourroit avoir, si la Nation étoit assez aveugle pour l'admettre ? Qu'est-ce donc que le Clergé ? Une classe de citoyens qui ne se reproduit point & s'entretient aux dépens des autres classes, qui ne produit rien, & ne vit que du produit des autres Classes, qui reçoit toujours & ne rend jamais, dont les richesses vont en croissant & dont la population reste la même. C'est pour le Clergé que les autres classes combattent, labourent, moissonnent, commercent, fouillent les mines, exercent les arts & peuplent la terre. Que fait le Clergé pour tout cela ? Il prie.

O vous ! qui cherchez la vérité , & qui concevez toute l'importance de ce moment de crise pour notre Nation ; arrêtez votre pensée quelques instans sur ces idées , & suivez-moi dans leur développement.

Qu'importe à un Monarque & à la Monarchie que la Nation soit divisée en trois Ordres ? Cette division gothique , cette grande ruine féodale , a-t-elle en effet quelque rapport essentiel avec la constitution du Gouvernement actuel ? Cette distinction d'Ordre est-elle en effet une base constante de nos institutions ? Voyons , examinons de bonne foi.

Dans le Gouvernement , je n'appерçois d'abord aucune trace des trois Ordres. Je vois arriver dans le Conseil du Roi , sans distinction , des hommes de toutes les classes : le collège des Maîtres de Requêtes , & des Secrétaires d'Etat , le Conseil , les Corps Judiciaires eux-mêmes , les constitutions militaires , tous ces établissemens , ou sont vicieux dans leur

principe, ou contredisent celui des trois Ordres.

Je fais bien qu'il se trouve dans nos Parlemens quelque trace de cette division ; mais elle n'en est point le principe essentiel, & puisque la magistrature même donne la Noblesse, elle ne reçoit donc les membres du troisième Ordre que pour le faire passer dans le second ; d'ailleurs plusieurs Parlemens ne sont composés que de Nobles, & il existe même une loi de police intérieure dans le Parlement de Paris, qui veut que celui qui se présente pour acheter la *Magistrature*, ait trois degrés de Noblesse : ainsi donc nous ne trouvons nulle part dans ces Corps, qui organisent tant bien que mal notre vieille Monarchie, ce caractère qu'on veut nous présenter aujourd'hui comme inhérent à son existence ; & nous sommes conduits par ces observations à conclure affirmativement que cette distinction d'Ordres, effacée par tout depuis long-temps, ne s'est reproduite au milieu



de nous qu'au moment où nous avons apperçu que cet Ordre , ou plutôt cette immense partie de la Nation , & que nous nommons le Tiers-Etat, alloit être rappelé à défendre ses droits sacrifiés & méconnus jusqu'à ce jour par la Noblesse & le Clergé. Je m'explique , & je distingue dans cette accusation la Noblesse indigente & le bas Clergé ; la Noblesse qui vit dans les Provinces , de celle qui vit à la Cour ; les Pasteurs des Evêques , & dans l'Ordre Judiciaire , les Jurisconsultes des Juges....

Les premiers nous offrent par-tout l'influence d'un pouvoir aristocratique dont les seconds sont les victimes comme le reste de la Nation. Les premiers sont une puissance qui lutte continuellement contre le Monarque , le ruine & l'Etat avec lui. Les seconds nous présentent au contraire des sujets & des citoyens fidèles & utiles , qui servent leur pays & leur Roi , enrichissent , défendent ou éclairent la Nation dont ils font l'honneur & l'ap-

pui, Dans tout cela , je l'avoue , je perds la trace de ces trois Ordres , & je n'en vois plus que deux , celui des oppresseurs & celui des opprimés (1).

Voilà, mes compatriotes, d'importantes vérités : pecez-en bien les conséquences ; qu'elles vous servent à repousser les sophismes des ennemis du bien public ; appelez au secours de la Patrie tous ceux qui portent un cœur droit , & d'accord entre vous , détruisez toutes ces lignes de démarcation qui n'ont été renouvelées que pour perpétuer des inégalités , des exemptions & des privilèges , que pour marquer les places où l'ennemi peut piller impunément ; travaillez à rendre au Monarque la puissance , sans laquelle un grand Empire ne peut subsister ;

---

(1) Les Lecteurs sentiront que ce paragraphe pourroit être le sujet d'un long Chapitre ; on en trouvera les développemens dans la seconde Partie de cet Ouvrage , où nous les renvoyons , pour ne pas interrompre le cours des idées relatives à l'objet principal que nous avons voulu éclaircir dans celle-ci.

donnez aux Loix ce caractère qui les rend seules respectables , celui de la sanction publique ; que tout citoyen apprenne à fléchir devant elle , & que tous sachent enfin qu'il n'existe de sûreté & de liberté , qu'où la Loi ne souffre jamais d'exception.

Mais , pour atteindre à ces biens , il faut vous entendre & vous réunir. J'ose , au sein de la tempête , élever ce phare au milieu de vous ; ralliez - vous à sa lumière : c'est la vérité sans voile & sans nuage , & telle qu'il convient enfin de vous la dire.

J'ai éloigné le Clergé , j'ai détruit ce premier Ordre pour vous faire mieux comprendre que les Nations ne dépendent point de ses divisions fortuites , & qu'il existe un Ordre naturel au milieu d'elles , que rien ne peut détruire , & qui leur appartient à toutes également , & convient également à tous les Gouvernemens ; ce sont les rangs : ces rangs qu'on affecte de confondre avec les Or-



dres, & qui, seuls, font la forme & l'ame de l'Ordre social.

La Noblesse, placée au premier de ces rangs, n'a pas besoin, pour les conserver, de former un Ordre à part, à moins que son vœu ne soit d'en exclure à jamais les autres Citoyens; mais la Noblesse est, & sera toujours une distinction des services rendus à la Patrie. Elle sera toujours une des graces que le Prince aura le droit d'accorder à ses Sujets, & l'un des plus puissans motifs de l'émulation sociale. Nous devons donc nous regarder, non comme un Ordre séparé, mais comme occupant les premiers rangs de la Société, & sous ce rapport, nous n'aurons plus d'intérêts particuliers à défendre, & nous sentirons, au contraire, que, dans cet intérêt général, nous devons prendre une part plus grande & plus active, car nous avons plus à conserver qu'à perdre.

Ainsi réunis au corps de la Nation, dont la Noblesse n'est que la tête, &

libres de cette classe étrangère aux communs intérêts, & qui s'opposoit à toute organisation législative, raisonnable, nous verrons se dissiper ces sentimens de défiance, & toutes ces craintes qui troubloient l'harmonie nécessaire au rétablissement de l'ordre; & le chimérique principe des trois Ordres détruit, tout deviendra facile, tout s'arrangera de soi-même.

Voilà ce qu'il convenoit de rendre sensible à tous, avant les élections; car, en vain espéreroit-on de l'Assemblée nationale aucune réforme importante dans la constitution, si ces vérités n'a-voient été admises par la majorité des Electeurs, & leur évidence saisie par les Communes & la Noblesse assemblée pour nommer ses représentans. Rapprochés par ces principes, & cessant de nous considérer comme deux Ordres séparés, nous n'appercevrons, je le repète, dans les caractères qui nous distinguent, qu'une suprématie de rangs dont la conservation

n'est nullement incompatible avec l'unité d'intérêt, & l'égalité nécessaire aux sages & utiles délibérations d'une Assemblée nationale.

C'est après avoir long-temps réfléchi sur l'importance de cette unité d'intérêt & de volonté dans les membres du corps représentatif de la Nation, qu'il nous a paru démontré qu'aussi long-temps que le Clergé en feroit partie, cette unité si nécessaire & si indispensable seroit impossible, & nous avons jugé que la division qui avoit été le caractère ordinaire de nos anciens Etats-Généraux, se reproduiroit encore dans ceux-ci, parce qu'elle étoit une conséquence inévitable du principe de leur formation en trois Ordres, & de l'esprit & de l'intérêt particulier qui doit animer, & qui anime, en effet, la classe Ecclésiastique chez toutes les Nations de l'Europe; cette classe étant vraiment étrangère à la plus grande partie des motifs qui conduisent les autres hommes à se réunir pour s'opposer aux entre-



prises du pouvoir , corriger les abus , & régler les branches essentielles de leur Gouvernement.

Défendu par ses immunités , le Clergé prêche par-tout l'obéissance passive , il ose blâmer cet élan général de tout un Peuple rappelé vers ses droits naturels ; mais lorsqu'il fait conserver & défendre si adroitement son indépendance & ses usurpations qu'il appelle ses droits , il nous permettra sans doute de céder plutôt à ses exemples qu'à ses conseils , & de nous souvenir sur-tout que nous sommes libres , & que la Nation qui l'a si richement doté en le tirant du sein de l'humilité chrétienne , pour l'élever au faîte de la grandeur , a le pouvoir & le droit de reviser son ouvrage , de le corriger , & de remettre à sa place tout ce qui s'en est écarté , à quelque titre que ce puisse être , même avec son approbation.

Ramenés vers ces importantes & profondes vérités par l'étude de notre histoire & l'analyse raisonnée des principes de di-

verses constitutions sociales, & cependant long-temps retenus encore par un respect d'habitude pour les idées anciennes ; enfin , entraînés par la nécessité , nous avons passé le Rubicon , .....

Mais , qui doit & qui peut décider si le Clergé formera un Ordre aux Etats-Généraux, ou non ? Je répondrai sans hésiter : le Roi. .... Mais qui sanctionnera cette décision ? Les Etats-Généraux. .... Quoi ! le Roi détruiroit ainsi , par un simple acte de sa volonté , une formation consacrée par les temps ? Oui : parce que l'intérêt de son Peuple le lui ordonne , & qu'en décidant une pareille question , le Roi paroît commander , mais en effet , il obéit. Il obéit à la raison , à l'intérêt de son Peuple , & aux circonstances qui commandent aux Rois comme aux autres hommes.

II Mais les Lois constitutionnelles ? Elle n'existent nulle part ; & si la France avoit effectivement de telles Lois , elle ne marcheroit point vers une révolution qui doit enfin lui en procurer.

Mais l'Assemblée nationale ne peut tirer sa force que de la réunion des trois Ordres ? Je réponds que dans le treizième siècle, cette Assemblée n'étoit composée que de deux Ordres ; qu'un Roi , de sa seule autorité , en 1302 (1), la composa de trois , parce qu'à cette époque , celui qui forme le troisième & qui est la Nation presque entière, commençoit à faire sentir ses forces ; & qu'enfin , un Roi , en 1789 , éclairé par le temps , sollicité par la Nation , peut & doit supprimer celui des Ordres qui n'a jamais pu s'amalgamer avec les deux autres , & dont les intérêts , dans ce moment encore , sèment entr'eux la division , & deviennent un obstacle insurmontable au rapprochement si nécessaire au salut de la chose publique.

Mais , que ferez-vous du Clergé ? Il demeurera ce qu'il est , c'est-à-dire , une classe de Citoyens chargés de remplir une

---

(1) Philippe IV , dit le-Bel.



fonction sacrée, & qui mérite nos respects, à mesure qu'elle se montre plus exclusivement attachée au saint ministère qui lui est confié, & plus étrangère aux intrigues de l'ambition?

Mais ses intérêts; car enfin, elle en a aussi de communs avec les autres classes, qui les défendra? Les Gardiens, les défenseurs de l'intérêt général, les députés des Etats-Provinceaux, chargés d'administrer les biens Ecclésiastiques; car, nous le répétons, ces biens doivent se considérer comme ceux des Pauvres, des Veuves & des Orphelins, & le Ministère public doit en être le gardien confervateur. Voilà, n'en doutons point, ce qui préviendrait tous les embarras, & leveroit toutes les difficultés.

Mais, & je m'en afflige, on ne franchit point à-la-fois tant d'espaces; & l'on ne peut espérer que du temps plusieurs de ces dispositions, quoique éminemment convenables aux circonstances & aux devoirs confiés aux Ecclésiastiques, quoique singulièrement

lièrement appropriés au caractère pur & désintéressé qui leur convient. Ainsi, pour nous rapprocher de l'état actuel des choses, & concilier l'évidence de ces principes avec des moyens possibles d'exécution pour le moment, nous pensons que le Clergé doit conserver ses assemblées particulières, avec cette condition, qu'elles seront représentatives & composées de députés élus librement, & sans distinction dans cette classe, & que ses assemblées, qui ne sont dans leur principe qu'une émanation des États-Généraux, se tiendront toujours aux mêmes époques que celles de ces États, & dans le même lieu; de sorte qu'il puisse s'établir une communication régulière entre les deux assemblées, & que dans chacune d'elles, il soit possible d'appeler quelques députés, qui, n'ayant point de voix délibérative, pourront être chargés de suivre le cours des affaires agitées dans chaque séance, afin que si, dans les objets mis en délibération dans l'une ou l'autre assemblée, il se trou-

avoir quelque point qui intéressât les deux parties, elles pussent en être instruites, cependant avec cette différence, que l'Assemblée nationale prescrira des lois à celle du Clergé, toutes les fois que ses résolutions lui seront signifiées avec la sanction Royale, & que celle du Clergé ne pourra présenter que de très-humbles & respectueuses remontrances à l'Assemblée nationale (1).

(1) L'origine des Assemblées du Clergé remonte aux fameux Etats Généraux de Pontoise en 1560, où la Nation fut si scandaleusement représentée par 26 personnes; mais où le Clergé se convoqua régulièrement & particulièrement à Poissy, montrant dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, la prudence & l'habileté avec laquelle il sait défendre, en toute occasion, ses privilèges, les étendre, & s'en faire des titres & des droits: ainsi donc les Assemblées du Clergé sont un démembrement des Etats Généraux; & si la loi sacrée de l'intérêt public pouvoit recevoir quelque atteinte de tous ces titres de possession, dont chaque Ordre & chaque Corporation osent s'armer aujourd'hui pour suspendre le rétablissement de l'ordre & la régénération de la grande famille, cette question traitée même dans les principes de notre ancien droit public, seroit jugée comme la simple raison la décide ici.



Il conviendra encore qu'il soit fait un règlement par les Etats-Généraux, sous

Le Clergé s'est séparé de la Nation au Colloque de Poissy; ses Assemblées particulières sont donc encore les Etats-Généraux pour cet Ordre. Nous lui accordons qu'il se convoque à la même époque que les deux autres Ordres; & le seul changement que nous proposons, est de lui ôter la voix délibérative dans le Corps législatif, en le renfermant dans les devoirs particuliers relatifs aux fonctions qui lui sont confiées; & pour effacer ici tout soupçon de partialité, & marquer d'une manière éclatante que ce changement n'a aucun motif dont puisse s'offenser l'Ordre de l'Eglise, nous pensons qu'on devroit régler que dans l'Assemblée nationale il y auroit un nombre convenu d'Ecclesiastiques députés de leur Ordre ayant voix consultative, & qu'ils pourroient même faire partie des Comités nommés par les Etats, pour éclaircir les affaires où la Religion, ou ses Ministres, pourroient être intéressés. Mais nous concluons, ou qu'il faut que le Clergé renonce à ses Assemblées particulières, ou qu'il se soumette à ce nouvel arrangement; car quelles qu'aient été les immunités, nous ne voyons pas qu'elles s'étendent à ce qu'il ait à la fois ses Etats-Généraux particuliers, & concoure avec les autres Ordres à la formation des Etats-Généraux de la Nation; qu'il ait à la-fois sa part de la puissance législative, comme un Ordre qui constitue la Cité, & le pouvoir administratif, comme s'il n'en étoit qu'une portion isolée, ou comme une Province réunie à la Monarchie par capitulation. On s'effraye à l'aspect de tant de

le bon plaisir du Roi, qui fixera sous tous les rapports les droits & les prérogatives de l'Assemblée du Clergé, & tout ce qui peut intéresser les droits nationaux dans cette nouvelle & simple organisation de notre ordre social.

Cette Loi, toujours soumise à la révision nationale, demeurera susceptible de tous les changemens, modifications & supplémens que le Roi & les Représentans de la Nation jugeront convenable d'y faire. Il fera, de plus, arrêter

---

prétentions; & lorsqu'on se reporte, à l'aide de la pensée, jusqu'aux siècles qui les ont vu naître, & qu'on rapproche de ces obscurs commencemens tant d'éclat, de puissance & d'orgueil, on plaint le sort des Peuples; on s'indigne contre ceux qui les ont trompés, opprimés, & dépouillés; mais on se demande bientôt, & avec douleur, si l'homme est en effet né pour l'erreur, si ces grossiers prestiges devant lesquels nous le voyons prosterné, presque sur toute la terre, n'ont pas avec sa nature un rapport inconnu, & si la raison enfin n'est pas elle même une autre sorte d'erreur, dont l'empire extrêmement borné ne peut être habité que par une seule espèce d'homme, sage, si l'on veut, mais dont la réunion ne sauroit jamais former ce qu'on appelle une Nation.

que la chartre ecclésiastique devra être renouvelée à chaque tenue d'États, & que semblable à la concession des subsides, elle n'aura force de Loi que pendant l'intervalle d'une Assemblée Nationale à une autre.

C'est par ces moyens simples qu'on doit dissiper cette foule d'obstacles qui semblent vouloir s'opposer à la formation d'une constitution qui peut seule sauver la France des malheurs qui la menacent. Dégagée des entraves d'une classe incompatible, & notre ordre social n'étant plus composé que de la Noblesse & des Communes; alors, & tout naturellement se présente la division de ce grand corps en deux Chambres, & nous rentrons, sans efforts, sous l'empire des bons principes & de la raison; alors la formation de la première Chambre tombe sous la dépendance de la Nation même, & rien ne s'oppose plus à ce qu'elle soit élective; & c'est alors, Français, que vous pourrez dire: nos chaînes sont bri-



sees. Ah ! de toutes celles que l'homme semble destiné à porter, les plus difficiles à secouer & à rompre, sont, sans doute, ses funestes opinions qui subjuguent sa raison par l'autorité, & dont il n'ose se permettre l'examen, parce que ses ennemis ont eu l'art d'en associer le principe aux objets habituels de sa vénération.

- Brisons tous ces jougs honteux, que la liberté de penser rentre dans tous ses droits, & que cette faculté indépendante de sa nature & vraiment divine, la pensée, agisse désormais sans entrave & sans gêne dans le champ sans limite où l'a placée son éternel Auteur. Ramenée par la raison de tant de régions inconnues, où l'imagination, son guide infidèle, se plaisoit à l'égarer, qu'elle s'attache enfin aux grands objets de la liberté & du droit naturel de l'homme, & que ses conceptions & ses découvertes n'aient plus d'autre but que le bonheur des Nations dans la perfection de leurs Loix & de leurs Gouvernemens.

Mais tandis que j'écris, & qu'entraîné par mon amour pour ma Patrie, j'embrasse étroitement ces images consolantes, on m'arrête : on m'apprend ce qu'on a fait en Bourgogne, en Franche-Comté, en Bretagne ; & c'est aux Bretons que je dédicois secrètement mon travail : j'avois recueilli ces vérités pour leur en faire l'hommage : j'espérois que leur compatriote auroit un titre de plus à leur confiance ; qu'en parlant à la fois à leur raison, à leur cœur, à leur honneur, j'en serois sûrement écouté. Vain espoir ! Des passions tumultueuses, l'attachement aux idées de leurs pères, de funestes erreurs enfin, les ont aveuglés ; & loin d'obtenir leur approbation à laquelle j'attachois tant de prix, je dois craindre, en ce moment, leurs reproches : cependant je ne puis renoncer à toute espérance de retour : le courage & la générosité sont inséparables, & si la lumière frappoit assez vivement la Noblesse Bretonne, pour lui faire apperce-

voir qu'elle se trompe, on la verroit, avec la même force qu'elle semble attachée à un mauvais parti, revenir sur ses pas & donner à tous l'exemple des sacrifices les plus patriotiques; & j'ose répondre alors que les droits qu'un Peuple immense réclame enfin & avec raison, n'auroient point de plus hardis défenseurs.

Je quitte donc ce sujet que j'aurois désiré d'approfondir encore. Mais, Gentilhomme & Breton, je vais employer & mon temps & mes forces à remplir un devoir que m'impose mon attachement pour mon pays & mon respect pour la Noblesse dont j'ai l'honneur de faire partie. Je croirai me rendre digne d'appartenir à l'un & à l'autre en leur disant la vérité sans déguisement; & si, dans cette tâche difficile, il m'arrive de blesser l'esprit de parti qui craint & hait la raison, je serai défendu par tous ceux qui se sont égarés de bonne foi; & qui dans ces affligeantes contestations, cherchent &



aiment encore la vérité. Nul d'eux ne pourra me refuser, au moins, cette estime qui est indépendante de nous, & que nous commandent toutes les actions où l'intérêt personnel a cédé à l'intérêt public.

*Nota.* Je m'étois dévoué tout entier à remplir envers mon pays l'engagement qui termine cet écrit; je croyois (l'homme de bien s'abuse aisément) que mon travail seroit utile; j'avois fouillé nos archives; elles m'avoient enseigné que cette vieille constitution à laquelle mes compatriotes semblent presque rendre un culte religieux, s'étoit modifiée à plusieurs époques de notre histoire, & que l'état actuel étoit assez moderne. Je me plaisois à répandre sur cette vérité toutes les lumières de l'érudition, & le dégoût de ce travail sembloit m'y attacher avec encore plus d'opiniâtreté; semblable à ces fanatiques qu'une ferveur outrée conduit aux sacrifices les plus pénibles, & qui trouvent une sorte de plaisir dans la douleur de leur pénitence.

Enfin, je touchois à l'instant des conclusions : l'espoir d'offrir un plan d'accommodement capable d'entraîner les deux partis, & de ramener la paix entre tous les Ordres, m'enflammoit; je voyois déjà tous les Bretons, devenus Français, ne songeant qu'aux intérêts de la grande famille, & apportant dans l'Assemblée Nationale, cet amour de la liberté & des droits de l'homme, qu'ils doivent mieux connoître que les habitans des Provinces qui en sont dépouillés depuis si long-temps.

Mais je reçois un bulletin de Rennes, & j'apprends que la scission entre les Ordres est prononcée, & même confirmée sans retour par un serment de la Noblesse: mais quel est ce serment? Celui de ne rien changer à la constitution de la Bretagne. Cette constitution est donc parfaite. Qui le croiroit! Mon cœur se serre! Mes yeux se remplissent de larmes!.... La plume échappe à mes doigts!.... Mais je suis Breton, je suis Gentilhomme, je

dois me taire.... Hélas ! A ces deux titres, hier encore, j'étois fier (1).

(1) Le fanatisme attisé par le Clergé vers le milieu du seizième siècle, & qui répandit la fureur sur toute la France le 24 Août 1572, offrit quatorze ou quinze ans après au Duc de Mercœur l'espérance d'usurper la Souveraineté de la Bretagne ; & la plus grande partie de cette même Noblesse, qui avoit conclu l'union sous Charles VIII & Louis XII. qui l'avoit sanctionnée sous François premier, s'unît à un rebelle pour la rompre, sous le divin Henri IV. Alors y eut deux Assemblées d'Etats à-la-fois dans cette Province, & chacun voulant montrer son parti dominant, appela sans distinction tout ce qui étoit Noble : c'est à cette époque de 1590 que remonte le droit de représentation personnelle & la Constitution actuelle.

En 1462, le nombre des Gentilshommes aux Etats Généraux de Bretagne, fut de quatre-vingt-deux ; il est de mille & plus, en 1789, & il pourroit être de deux mille. Les fiefs dans ces premiers temps conféroient le droit éminent de Cité & de représentation dans l'assemblée Législative, & l'on doit regarder les désordres qui se glissèrent dans la police des fiefs pendant les guerres civiles, comme la grande source des prétentions de la Noblesse secondaire en Bretagne & ailleurs. ( Voyez d'Argentré & Dom Maurice, où les faits sont prouvés ).



## SECONDE PARTIE.

### DES INSTRUCTIONS, DES DROITS ET DES POUVOIRS.

**A**VANT d'accorder des pouvoirs, il faut connoître les droits. Nous allons donc traiter la question des droits, avant de passer aux pouvoirs & aux instructions. En posant ainsi la question, il en résultera nécessairement la décision de celle des pouvoirs, de ce point si important aujourd'hui, qu'il semble nous présager d'interminables divisions aux Etats-Généraux, si les Assemblées d'Election adoptent des principes différens sur leur nature & leurs limites.

La puissance législative n'a jamais été exercée par les Etats-Généraux de France, disent des Ecrivains gagés, quelques gens

de Robe & les Ecclésiastiques, (1) & cette lie de la Nation qui ne vit que d'abus, & qui ne peut s'en rassasier que sous le régime arbitraire. On veut renverser la Constitution, s'écrient-ils, on veut rabaisser l'autorité du Roi, dégrader la Monarchie en détruisant l'unité de pouvoir qui en est l'essence ; & sans les comprendre, & même peut-être sans les avoir lus, on ose qualifier des noms les plus injurieux ces excellens Ecrits dans lesquels des citoyens vraiment courageux ont su démontrer, jusqu'à l'évidence, que le pouvoir législatif de la Nation, cent fois reconnu par nos Rois, lui appartient encore en entier, & que c'est une des plus anciennes maximes de notre Gouvernement, que les Loix doivent être consenties par tous, adoptées par le Roi & publiées par ses ordres & en son nom (2).

---

(1) Voyez les Remontrances du Clergé, sous l'Archevêque de Sens.

(2) Voyez le Code national, le Mémoire de M. D....

Ce n'est donc pas sans motif que nous ramenons sur la question des droits, l'attention de nos concitoyens. En vain Sully & l'Hôpital ont-ils reconnu la souveraineté des Etats ; en vain Henri IV les a-t-il si naïvement avoués, ces droits que son cœur & sa conscience ne pouvoient méconnoître ; en vain Charles VIII a-t-il qualifié les membres des Etats libres & généraux de MESSEIGNEURS. Il est vrai qu'il leur demandoit de l'argent, & que lorsqu'ils lui en eurent accordé, il ne leur dit plus que MESSIEURS.

Mais qu'est-ce que tout cela signifie ? Que les droits naturels des peuples toujours subsistants, toujours mal établis, ont cédé aux circonstances. Voici le moment de les fixer irrévocablement : un Prince juste, une régénération nécessaire, un Ministre sage & modéré, le concours des

---

sur les Etats Généraux : leurs droits & la manière de les convoquer, seront le palladium de nos libertés ; & tout citoyen doit à leurs Auteurs un tribut d'hommage & de reconnaissance.



exemples & des lumières, tout nous y invite, & nous allons vous en présenter les moyens.

Il est des lecteurs aux yeux desquels la question des droits paroît peut-être oiseuse; mais osent-ils bien se flatter que l'influence des bons Ecrits, qui font leur ouvrage, ait assez d'énergie pour détruire dans toute l'étendue du Royaume l'influence contraire d'une classe que ses intérêts attachent aux principes anciens, & qui affecte d'avoir sur ce point, des idées diamétralement opposées?

Devons-nous espérer que dans cette foule de Bailliages & d'arrondissemens qui nommeront des Représentans à la Nation, on ait du droit naturel de l'homme, & du droit positif des Peuples, des notions semblables & également justes? Non sans doute; & c'est en vain que nous voudrions nous en flatter: cependant c'est de cette inégalité de savoir & de lumières que nous devons tout craindre; elle est tout l'espoir des ennemis du bien

public ; & cet espoir criminel, il faut leur ôter, en mettant les bons principes dans une telle évidence qu'ils puissent frapper à la fois tous les esprits, & devenir la base des instructions dans la majorité des Elections. Cette évidence naîtra de l'examen impartial de la question, & du soin que nous prendrons de conduire avec nous le Lecteur dans la route qui nous a menés nous mêmes à la vérité.

Cette obligation nécessite donc la marche simple & claire que nous allons suivre. Pour influencer sur l'opinion d'un grand nombre, il faut descendre à une hauteur moyenne, & placer la vérité toute nue à une telle distance, que tous ceux qu'elle intéresse, puissent l'apercevoir aisément.

Les droits de la Nation convoquée pour élire ses Représentans aux Etats Généraux : voilà ce qu'il nous faut établir. Mais, sur quelle base reposeront-ils ? Est-ce dans l'Histoire que nous en rechercherons les appuis, ou dans la nature

même

même de l'ordre social ? Exhumerons-nous  
 après deux siècles d'une mort politique, les  
 vieux titres qui régloient dans ces temps  
 d'ignorance la dépendance ou la servitude  
 du Peuple & de son Roi ; ou bien, ramenés  
 par la raison & les lumières qui nous éclaireront  
 aujourd'hui vers les principes indéfectibles  
 du droit naturel, essaierons-nous d'y  
 associer le droit positif, & de  
 prouver que les loix impérieuses de la  
 nécessité nous ramènent tous, & Sujets &  
 Monarque, à cette égalité primitive & pré-  
 cieuse, au milieu de laquelle nous devons  
 reconstruire, sur un meilleur plan, notre  
 vieil édifice social s'écroulant à la fois  
 de tous les côtés ?

On a dit dans un Ouvrage dont les  
 principes n'ont pas été contestés (1) :  
 „ Que, chez les Peuples libres, lorsque  
 „ la chose publique est en danger, on réu-  
 „ nit le pouvoir dans une seule main.  
 „ Dans ces sortes de Gouvernemens les

(1) Le Bon-Sens, par un Gentilhomme Breton.



„ maux naissent ordinairement de l'esprit  
 „ de parti; pour les guérir, on y sent  
 „ le besoin d'une force reprimante, &  
 „ l'on ne craint point d'en revêtir le plus  
 „ habile & le meilleur citoyen; ses ver-  
 „ tus sont sa caution: ainsi pour défendre  
 „ la liberté de tous, chacun consent à  
 „ se donner un maître, & l'on crée un  
 „ Dictateur...

„ Dans les Monarchies ou chez les  
 „ Peuples où la Dictature est perpétuelle  
 „ ou héréditaire, les malheurs publics ont  
 „ des causes toutes différentes; elles sont  
 „ presque toujours la suite de l'indiffé-  
 „ rence des peuples pour leurs affaires, &  
 „ de la liberté qu'ont ceux qui les gou-  
 „ vernent, de les diriger arbitrairement  
 „ & sans lui en rendre compte. Ainsi,  
 „ tandis que les Républicains sont con-  
 „ duits à se mettre sous la dépendance  
 „ d'un seul, les Monarques au contraire  
 „ sont forcés de recourir au pouvoir de  
 „ tous, en rappelant le Peuple à ses  
 „ droits primitifs, & en se dépouillant,

„ au moins en apparence , du pouvoir  
 „ qu'ils ont insensiblement usurpé , de  
 „ ce pouvoir dont l'usage arbitraire ou  
 „ maladroit a produit les malheurs qui  
 „ les menacent comme les derniers de  
 „ leurs Sujets , & dont le remède n'est  
 „ plus en leur puissance.

„ Une Nation gouvernée par un Roi ,  
 „ & qui s'assemble pour réparer les fautes  
 „ de son gouvernement, est donc appe-  
 „ lée à corriger ce gouvernement, & à  
 „ exercer sur elle-même toute l'autorité  
 „ de la Dictature ; mais il y a cette diffé-  
 „ rence entre la dictature d'un seul, &  
 „ celle de plusieurs, que cette dernière  
 „ naît de l'excès du mal , qui est le des-  
 „ potisme ; l'autre, de l'excès du bien ,  
 „ qui est la liberté.

Voilà la base de nos droits ; elle est  
 incontestable : & s'il étoit possible que  
 d'une extrémité à l'autre de ce grand  
 Empire, la Nation adoptât ces principes,  
 la question des pouvoirs & des instruc-  
 tions seroit décidée ; car, de quoi s'agit-

il ? Que les Pouvoirs soient tels , que l'Assemblée nationale n'éprouve aucun obstacle par les oppositions que les Députés liés par des instructions particulières , pourroient faire à telle ou telle de ses délibérations.

Or, en admettant, sans balancer & sans restriction, la Souveraineté de la Nation, & la nécessité d'une réconstitution de la Monarchie, il n'est pas douteux que les principes qui doivent lui servir de base ne se rencontrent dans toutes les instructions ; & que nous importe de quelle manière, pourvu qu'ils y soient ! Puissent-ils s'y rencontrer comme des ordres absolus ! Je ne m'en plaindrai pas. Ah ! ce que nous devons tous craindre , ce n'est point la limitation des pouvoirs ; c'est la diversité des principes des Députés & des Députans ; & que nous serviroit en effet cette indépendance, qui semble être le seul but de tous nos Ecrivains actuels, si les opinions des Députés & l'Assemblée des



Que les Français  
53  
Etats-généraux étoient viciées dans leurs principes, & qu'encore empreintes de la rouille des siècles féodaux, ils ne vissent dans la Nation que des Seigneurs & des Vassaux, & dans le Gouvernement, qu'un Souverain absolu & des Sujets. Voilà ce que nous devons tous craindre, & je ne puis cesser de m'étonner que s'arrêtant à combattre des chimères, on ait négligé de s'occuper d'un si véritable danger.

O! vous, que de grands talens appellent à la défense de nos droits, avez-vous donc laissé au plus foible la tâche la plus difficile? Non, je ne manquerai point de courage; mais je sentirai le besoin de vos forces, & je vous appellerai vainement.

Un chêne que le hasar da jeté sur un sol fertile, & qui s'est accru sans culture au milieu des orages & des accidens, cent fois renouvelés, qui devoient le détruire, me semble le juste emblème de notre Nation: son tronc, ses rameaux nerveux annoncent sa force; ses bran-

ches rompues, son écorce mutilée, son cœur pourri, devenu le repaire de ses ennemis, annoncent l'abandon & la décadence. Ainsi, la Nation Française a prospéré dans les Gaules, & couvre leur surface. Cependant, cette prospérité apparente, victorieuse de tant d'événemens contraires, a défendu long-temps les fautes de son Gouvernement. Les victimes de ces fautes ont expiré, tantôt dans leur Patrie, tantôt sur des plages lointaines. Toujours leur voix mourante a été étouffée, & les auteurs du crime ont échappé au châtimement.

La Nation, entraînée par sa vivacité, trompée par l'éclat de quelques-unes de ses villes, & les progrès du luxe dans toutes les classes, signe mensonger de la richesse, a résisté avec plus ou moins de succès, par son industrie & ses ressources naturelles, aux conséquences de la plus vicieuse des constitutions qui ait jamais gouverné un Peuple libre; (car, j'aime à le répéter, les Français n'ont jamais

pu cesser de l'être,) mais le terme où l'équilibre entre les biens & les maux devoit se rompre, est enfin arrivé. Le mal, enfin, l'emporte; il se découvre à tous les yeux, & chaque Français est appelé à en mesurer la profondeur & à en proposer le remède.

Voilà l'état exact & précis de la question.

S'il ne s'agissoit ici que de réparer les maux occasionnés par la guerre ou l'intemperie des saisons; de se rapprocher seulement pour s'entendre; de résister à un ennemi commun, ou d'appliquer passagèrement un remède à des maux passagers; qu'il fût d'usage constant d'en appeler dans ces cas à une Assemblée extraordinaire de la Nation; alors, le but & l'objet des Etats-Généraux étant connus, les instructions seroient dictées par le fait, & le principe de la limitation des pouvoirs ne nous paroîtroit point douteux; car il ne s'agiroit que de



secourir le Gouvernement, non de le régler, non de le changer.

Mais lorsque appelée tout à coup à se ressaisir de ses droits naturels, la Nation, après deux cens ans d'interruption, va raffermir la Monarchie ébranlée; réparer les fautes & les erreurs de douze siècles d'ignorance & d'inconséquence; fixer les droits & les pouvoirs entre les différentes parties du Gouvernement; apporter un nouvel ordre dans les finances; enfin, consolider une dette énorme & s'en rendre garante aux yeux du monde entier; lorsqu'il importe encore plus essentiellement à la Nation de se défendre du retour des maux dont elle gémit, que de les guérir; enfin, lorsqu'il s'agit de consacrer à jamais une révolution aussi inespérée qu'inattendue, par des Loix fondamentales qui présentent à l'Europe attentive une constitution digne de nous & de ce siècle éclairé, l'Assemblée de nos Représentans doit être celle de nos sages.

& leurs pouvoirs & leurs instructions ne peuvent être trop étendus.

Cependant, & c'est à regret que je vais porter atteinte à un principe si simple & si vrai considéré abstractivement celui des pouvoirs illimités; mais l'exemple des Notables, la conduite des deux Ordres privilégiés dans plusieurs Provinces, la forme vicieuse de l'Assemblée Nationale dans cette première convocation; cette division en trois Ordres, GERME DE TANT D'AUTRES DIVISIONS; l'influence d'une Cour qu'on peut accuser de corruption, sans même qu'elle en soit blessée; toutes ces choses réunies à tant d'autres, que je pourrais citer encore, affoiblissent ma confiance dans les pouvoirs illimités; &, pour cette fois au moins, je demande aux partisans exclusifs de ces pouvoirs, d'admettre quelque modification qui rassure au fond de nos Provinces, celui qui, ayant donné son mandat pour traiter en son nom de si grands intérêts, attend sa destinée & celle de

tout ce qu'il a de plus cher, des résolutions des Etats Libres & Généraux de la Nation.

Mais, direz-vous, ils cessent d'être libres dès l'instant où vous limitez les pouvoirs des Députés. Ici, je l'avoue, je suis plus frappé de la nécessité de la liberté de la Nation que de celle de ses Représentans; & d'ailleurs une simple reconnaissance des droits sur les principes desquels ils devront consentir les Loix constitutives & fondamentales du Royaume, ne me paroît pas un esclavage dangereux, & c'est le seul que je prétende leur imposer; je rougirois d'enchaîner autrement celui dont je viendrois de reconnoître & de récompenser la vertu & les lumières par le plus honorable des choix.

Ah! Choisissons bien, sans doute, & disons à nos Représentans: allez défendre nos droits: le premier de tous est la liberté; le second, nos propriétés: allez contracter pour nous, nos femmes & nos enfans; songez sur-tout à l'honneur



national; & nous ratifierons ce que vous aurez ratifié, car il est impossible que vous trahissiez notre confiance.

Convenons donc de ces points d'une manière uniforme, & que toutes les instructions de nos Députés soient les mêmes. Servons-nous de la Presse pour nous communiquer nos sentimens, car il convient qu'ils soient unanimes; & comme il s'agit ici d'un même intérêt & d'un même but, pénétrons-nous bien de cette grande vérité, que l'accord & l'union intimes peuvent seuls nous assurer de l'atteindre. L'état de la France exige une Constitution; & c'est, quoi qu'on en puisse dire, à la Nation à en poser les principes dans les instructions qu'elle va donner à ses Députés. Les moyens d'exécution, les modifications peuvent leur être abandonnés sans inconvénient.

Mais, nous le répétons, la reconnoissance de vos droits en doit être la base, & cette reconnoissance doit précéder l'As-

semblée nationale, & se proclamer d'une voix unanime dans toutes les Assemblées particulières. C'est en nous conformant à ces idées que nous proposerons de diviser les instructions en trois parties sous ces titres : des Droits, des Vœux & des Griefs.

La première exige entre les Assemblées de Bailliages un accord que le plus grand intérêt leur commande, & doit être la loi des Députés, l'ame des Etats-Généraux, & le gage de la liberté future du Peuple Français.

La seconde réunira le vœu libre de tous les Electeurs sur les moyens d'exécution, mais sans aucun mandat positif; c'est un recueil de lumières qui assure à l'Assemblée nationale toutes les ressources de l'esprit répandu dans la Nation entière.

La troisième présentera le détail affligeant, mais trop réel, de l'état malheureux du Peuple Français, & la révélation des causes de cet accroissement effrayant

du nombre des misérables dans cet Empire, en apparence si florissant; c'est dans ces cahiers, où l'on doit effacer le nom servile de doléances pour celui de Griets, seul convenable aux justes plaintes d'un Peuple libre, qu'on pourra poursuivre, dans leurs obscurs détours, ces nombreux abus introduits par le temps dans toutes les branches d'une vaste administration confiée successivement à tant d'hommes sans foi & sans capacité.

Cette forme d'instructions simple nous semble concilier les diverses opinions qui se sont élevées à cette occasion. On nous dira peut-être qu'il est impossible de prévenir le danger des limitations des pouvoirs par le moyen que je propose, & que l'adoption générale de la reconnaissance des droits est impraticable & inespérable? Je ne saurois me rendre à cette objection, lorsque je trouve cette reconnaissance, presque la même, dans les actes publics de Dauphiné, la Pétition des Communes de Rouen, celle des six Corps de Paris,



le Mémoire des Avocats de Rennes, les délibérations du Tiers-Etat de Bretagne, la contre-déclaration de Franche-Comté, les résolutions du Languedoc, &c.

Si l'on considère donc la facilité que les assemblées de Bailliages peuvent avoir pour s'entendre, rien ne sera plus facile que de convenir du projet d'instruction générale dont la reconnoissance des droits feroit la première partie; elle doit être courte & précise; les développemens en appartiennent aux Députés.

J'offre ici le canevas d'une instruction tracée dans ces idées; je souhaite qu'il puisse être utile à mes Concitoyens, & propre à concourir à l'accomplissement des vœux de tous ceux qui, en aimant leur Patrie, unissent leur bonheur & leur honneur au sien: tourmentés, sans doute, comme nous, par la crainte & l'espérance, nous les invitons à seconder de toute leur force & de tous leurs vœux, les intentions & les mouevmens qui peuvent, en nous approchant du point souhaité, nous re-

tirer , enfin , de l'état d'incertitude où nous vivons ; mais reconnoissons & proclamons hautement nos droits , & toutes ces difficultés disparaissent , & les dernières espérances des ennemis de la Patrie s'évanouissent.

*Nota.* Pour fixer mieux les idées & rapprocher davantage la théorie de l'exécution , nous nous sommes supposés appelés à rédiger l'instruction d'une Députation quelconque. Il nous a semblé que dans les discussions qui ont pour objet une véritable utilité , cette forme à l'avantage de se rapprocher plus indistinctement de la vérité , & d'être à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs.

## P R O J E T

*D'Instruction pour les Députés Représentans de la Nation aux Etats-Généraux , divisée en trois parties ; les Droits , les Vœux & les Grièfs.*

LA première , adoptée d'un commun

accord par tous les Bailliages, devra servir de base aux Loix fondamentales de la Constitution.

## LES DROITS.

### PRÉAMBULE.

Nous vous avons choisi pour notre Représentant dans l'assemblée des Etats Libres & Généraux de la Nation : ce témoignage de l'estime que nous faisons de vos vertus & de vos lumières, est le garant de l'étendue illimitée de notre confiance ; nous pourrions vous dire : allez porter notre vœu à nos frères pour le bonheur public, allez seconder leurs heureux efforts ; vous connoissez nos sentimens : mettez au pied du Trône le tribut de notre amour & de nos respects, & à ceux de la Patrie, le sacrifice que nous sommes prêts à lui faire de notre fortune & de notre vie pour sa prospérité & pour sa gloire.

Ces



Ces simples instructions nous suffiroient, & nous serions tranquilles ; mais une défiance qui vous honore encore à nos yeux, vous fait souhaiter une information plus ample, & qui vous fasse mieux connoître les sentimens de vos Concitoyens sur le grand objet de votre mission, & la situation particulière de ce pays ; vous desirez même qu'une reconnoissance claire & précise de nos droits serve de base & d'appui à vos pouvoirs & à vos propres opinions.

Appelés par les circonstances à donner votre consentement au plus grand objet dont se soit encore occupée la Nation assemblée, au plan d'une constitution qui unisse à jamais toutes les parties de ce vaste empire, vous vous effrayez d'un si grand devoir, & lancés pour la première fois dans une carrière si vaste, votre amour pour vos Concitoyens, votre respect pour votre Patrie vous font désirer un guide à l'aide duquel vous soyez du moins assurés que nul grand écart ne vous sera possible.

Une si sage prévoyance confirme notre choix, & justifieroit les pouvoirs allimés qu'elle nous porteroit à vous donner; mais ramenés par vos réflexions à considérer de nouveau cette importante question, nous avons reconnu toute la sagesse de vos observations & arrêté que de ces instructions que nous allons diviser en trois parties, la première contiendroit une reconnoissance de nos droits, & seroit seule obligatoire, vous obligeant envers nous par serment de n'adhérer à aucune loi qui pourroit y porter atteinte, & de ne consentir en notre nom, à quoi que ce soit, que ces droits n'aient été reconnus & consacrés par l'Assemblée Nationale dans la base même de la constitution qui doit être le premier objet, & le premier résultat de ses délibérations.

Considérant encore que les Etats Libres & Généraux de France sont les Représentans immédiats de la Nation, pour composer avec le concours de la puissance royale, le corps législatif, & que les lois

qui doivent émaner d'une telle assemblée  
sont obligatoires pour tous les Ciroyens,  
sans exception, & que le Roi lui-même  
y doit être subordonné dans toutes les  
actions relatives à la puissance qui lui a  
été déléguée par le Peuple; nous regar-  
dons comme un principe fondamental  
l'unité des délibérations dans cette auguste  
assemblée, & la nécessité d'y comprendre les  
voix par tête & non par Ordre, & sans  
aucune distinction; & ce principe nous  
paraissant tenir à l'essence même de tout  
corps politique législatif, nous vous en-  
joignons d'y demeurer fidèlement atra-  
chés; & si les ennemis de la Nation par-  
venaient à obscurcir une si éclatante  
vérité, & que l'opinion contraire,  
adoptée par la majorité des deux autres  
Ordres, menaçât la liberté Nationale dans  
le sanctuaire même de ses défenseurs,  
nous vous enjoignons de vous retirer,  
& de réquerir l'appui de l'autorité sou-  
veraine pour ramener à des sentimens  
plus vrais & plus patriotiques, ceux que



l'esprit d'opposition ou de système auroit égarés ; mais si tous ces efforts étoient vains , nous vous commandons de ne prendre aucune part aux délibérations , & de protester contre toute loi qui auroit été portée sans la sanction des trois Ordres réunis , votant ensemble , ou dans deux chambres seulement , & les suffrages comptés par tête.

## LES DROITS.

La reconnoissance positive des droits des Peuples doit être la base de tout Gouvernement.

Ces droits sont simples , & pour éviter les erreurs où l'esprit d'abstraction pourroit nous conduire , nous les ferons consister relativement à notre Ordre social actuel , dans l'égalité de tous devant la Loi , le Roi & l'Impôt.

La constitution sera bonne , si , par son principe , elle tend à ramener la Nation à cette égalité :

Si les lois y font l'expression de la volonté de tous.

La constitution sera bonne, si l'intérêt général y trouve un appui qui le fasse triompher de l'intérêt particulier; si la distribution des deux grands actes de la souveraineté est combinée de manière que leurs mouvemens soient libres & indépendans dans l'espace que leur auront fixé les lois fondamentales.

Les Lois fondamentales sont les chaînes de la Constitution; elles doivent être indestructibles.

La première de ces Lois pour la France est d'avoir un Roi;

La seconde, une Assemblée nationale.

Le Roi doit posséder le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude;

L'Assemblée nationale, le pouvoir législatif dans toute son étendue.

Le Roi demande les subside.

La Nation les accorde.

La Nation propose ses Lois.

Le Roi y donne son consentement; &

si le Roi propose la loi, le pouvoir négatif appartient à la Nation.

Le pouvoir exécutif du Roi s'étend à tout le Royaume.

Le pouvoir législatif de la Nation embrasse toute la Nation.

Le Roi & l'Assemblée nationale réunis, composent la souveraineté à laquelle tout est subordonné sans exception.

*Nota.* Telles sont les idées que nous avons des Droits: nous les soumettrons à nos Concitoyens, & les leur offrirons sans prétendre régler les leurs, mais pour concourir, autant que nous le permettra la faiblesse de nos lumières, au succès du grand ouvrage de la régénération du Gouvernement; ouvrage dont la durée & la solidité, dépendent essentiellement des principes qui lui serviront de base.

## DES VŒUX.

Voici notre vœu sur quelques uns des points essentiels que nous supposons de-



voir être traités dans l'assemblée des Etats-Généraux ; mais nous croyons devoir le répéter , ce ne sont que des vœux , & nous ne prétendons point en faire des lois ; s'ils s'accordent avec ceux du plus grand nombre de nos compatriotes , ils le deviendront alors naturellement ; car le vœu du plus grand nombre , voilà ce qui constitue les loix.

Nous souhaitons que l'assemblée de la Nation devienne la base de la constitution du Gouvernement Monarchique , & que cette assemblée périodiquement convoquée par le Roi , s'assemble au moins une fois en trois ans , ce terme ne pouvant être reculé , mais seulement avancé par l'autorité royale.

Nous souhaitons que l'Assemblée nationale soit constituée de manière qu'elle puisse se diviser en deux chambres , s'il est reconnu que cette division soit nécessaire pour éviter les inconvéniens résultans de la réunion des Ordres dans une seule chambre.

Mais, quelque plan qu'on puisse adopter pour l'avenir, nous desirons que dans cette assemblée les Députés des communes de France, ci-devant nommés Tiers-Etat, soient au moins en nombre égal à ceux des Députés des deux Ordres privilégiés pris ensemble, & qu'en toute délibération les suffrages soient comptés par tête.

Considérant cette première Assemblée comme généralement mal constituée, nous souhaitons que ses premières délibérations aient pour objet cette formation même, & que dans les diverses bases qu'elle pourroit choisir pour affecter le droit de représentation, elle préfère la population comme le principe le mieux approprié aux diverses vicissitudes des Gouvernemens.

*Nota.* Nous n'exprimons point ici le vœu qui porterait la Nation à examiner à quel titre le Clergé jouit du droit de Cité, & sur-tout de quel droit il prétend former le premier Ordre de la Nation & repré-

sentier seul le tiers de la puissance publique.

Ces deux importantes questions sur l'une desquelles nous avons tenté de répandre quelque jour dans la première partie de cet Ouvrage, sont les premières qui s'offriront sans doute à l'esprit d'une assemblée chargée de réformer le Gouvernement, & de donner de nouvelles bases à la constitution.

Si les Electeurs, après nous avoir lus, ainsi que le développement de l'Art. XIII, dans le Livre intitulé le *Bon-Sens*, sont frappés de l'évidence de nos principes, & de la justesse des conséquences que nous avons cru devoir en tirer, alors nous les engageons à les consacrer dans leurs cahiers d'instructions aux Députés, & d'en former un vœu spécial dont l'objet seroit d'examiner, sous tous les rapports du bien public, s'il convient d'accorder le droit de cité aux Ecclésiastiques, & si l'Ordre du Clergé peut & doit, suivant les vrais principes de la politique des Gouvernemens,



former une partie intégrante de la puissance législative.

Ces questions doivent précéder tout changement dans la constitution ; & si la Noblesse & les Communes entendent leurs intérêts, nous pensons qu'elles seront bientôt décidées.

Le Clergé possède la sixième partie des biens du royaume au moins ; il paye dix millions d'Impôts directs ; la Nation en paye plus de deux cents. L'Ordre du Clergé peut être de soixante-dix à quatre-vingt mille individus ; le reste de la Nation est de vingt-cinq millions d'âmes. Qu'est-ce donc que le Clergé ? Quelles proportions monstrueuses ! Quel rapport extraordinaire ! Que de réflexions ce simple aperçu ne fait-il pas naître ! O Nation, Nation ! le jour luit : reveillez-vous ; ouvrez enfin les yeux !

Pour éviter que le Roi puisse être trompé par ses Ministres à l'avenir, nous souhaitons qu'il y ait une Commission intermédiaire chargée de surveiller leur con-

duite, avec autorité d'éclairer le Roi & la Nation, s'ils osoient entreprendre quelque chose contre la constitution, & les droits reconnus des Peuples & du Monarque, & que cette Commission soit nommée par les Etats-Généraux, & composée de ses membres.

Nous pensons que la plus longue concession des subsides doit avoir pour mesure l'intervalle d'une assemblée d'Etats à l'autre, & que cet intervalle ne doit pas être de plus de trois années, & nous souhaitons encore qu'aucun subside, Don-gratuit, Impôt direct ou indirect, ne puisse être accordé ni perçu, soit pour le compte du Gouvernement, soit pour celui des Provinces, ou de quelque Corps que ce soit dans toute l'étendue du Royaume, que la concession n'en ait été accordée par les Etats Libres & Généraux du Royaume.

Nous souhaitons l'abolition absolue des Lettres-de Cachet.

*Nota.* L'importance de ce vœu mérite que nous nous y arrêtions; la reconnoissance

des Droits le contient implicitement, & l'abolition de ce fléau politique est une loi impérieusement dictée à l'Assemblée nationale par l'opinion publique; aucune modification ne sauroit être admise ici, & je dois en cette occasion prévenir mes compatriotes, qu'il existe au milieu de nous deux classes d'hommes qui défendront cet odieux moyen de punir & de gouverner: les hommes de Cour, & les Chefs de l'Eglise. Les muets du Sérail ne verroient peut-être pas supprimer le fatal cordon avec moins de regret que ne leur en causeroit la suppression des Lettres-de-Cachet.

L'espérance d'agiter sur nos têtes cette hache du despotisme ministériel & d'en pouvoir frapper à leur gré un créancier insolent, un rival dangereux, une femme infidèle, l'homme courageux & libre qui n'a point fléchi devant leur orgueil, est depuis si long-temps toute leur grandeur, que vous devez vous attendre aux plus grandes résistances, lorsqu'il s'agira de la



leur ôter. Soyez donc inflexibles sur ce point : tranchez dans le vif ; extirpez jusques dans ses dernières racines ce germe infecté & corrupteur , & que la grande raison d'Etat toujours présente à vos yeux, ferme vos oreilles à toutes ces considérations domestiques par lesquelles la mau-  
 vaïse fo. & sur-tout les ames avilies ren-  
 tront de vous ébranler & de vous séduire.  
 Attaquez le monstre dans ses repaires , &  
 du même coup détruisez les emprisonne-  
 mens forcés & les prisons-d'Etat.

Les crimes d'Etat sont des crimes comme  
 les autres , & leur punition appartient aux  
 loix générales & non aux volontés par-  
 ticulières ; & si Damien & Ravailac ont  
 été jugés par un tribunal ordinaire , pour-  
 quoi le Commis de Bureau qui trahit le  
 secret de l'Etat , le Curé qui séduit sa  
 pénitente , feroient-ils condamnés arbi-  
 trairement à la perte de leur liberté ?

C'est , dit-on , pour les arracher à la  
 rigueur des Loix : l'Ecclésiastique seroit  
 brûlé , le Commis rompu vif ?

Si vos loix sont mauvaises, changez-les, établissez une proportion plus juste entre les délits & les peines; sur-tout détruisez vos barbares loix ecclésiastiques; n'ayez qu'une seule loi & qu'un seul tribunal, & laissons à celui qui voit les cœurs le soin de punir les crimes de la pensée & les fautes secrètes. Ne dérobez point les criminels au châtement public, quel que soit leur état ou leur naissance; toute exception devant la Loi est une source de vices & de préjugés. Détruisez cette cause, & des notions plus justes remplaceront bientôt les faulles idées que nous avons sur ce point.

Les crimes d'Etat sont les crimes particuliers au premier chef; les mêmes loix, les mêmes prisons doivent suffire à tous les criminels. Tombez donc, lugubres tours, noirs châteaux, dont l'aspect inspire je ne sais quelle horreur mêlée de rage & de pitié! Sinistres complices de la méchanceté & de la foiblesse d'un Gouvernement sans principes; odieux vestiges de la

barbarie & de la tyrannie , disparaissez pour toujours de cette terre affranchie ! & que rendu à la liberté , le Français n'ait plus à redouter que les Loix consenties par lui-même , & devant lesquelles tous seront égaux sans exception.

Nous souhaitons la liberté de conscience , & que chacun puisse adorer Dieu sans obstacles dans sa Religion , subordonnant toutes discussions élevées à ce sujet à la puissance civile.

Nous souhaitons la liberté de la Presse , sans autre restriction que la responsabilité des Imprimeurs , qui , dans le cas d'action intentée contre un Ecrit , ne pourroient pas en nommer l'Auteur.

Nous souhaitons l'ordre & le rétablissement des Finances , & qu'après que la reconnaissance de nos droits , & que la base de la constitution auront été arrêtées & sanctionnées dans les Loix fondamentales , la dette publique soit consolidée & reconnue ; que la Nation s'oblige solidairement à l'acquitter ou à en payer



l'intérêt , & qu'une Banque nationale soit établie sous une semblable garantie avec des Banques correspondantes dans toutes les Villes capitales des Provinces.

Nous souhaitons l'égalité de la répartition des Impôts entre tous les citoyens , sans exception d'Ordre & de rangs.

Nous souhaitons que la prestation en argent , pour tenir lieu de la Corvée en nature , soit répartie , non sur les taillables , mais sur tous les Citoyens sans exception , les chemins étant pour tout le monde.

Nous souhaitons que le poids du Département de la Guerre soit allégé par l'établissement d'une milice militaire bien constituée , & que les Ordonnances de l'Armée , en acquérant de la fixité , lui permettent enfin d'atteindre à la force qui résulte de l'habitude & de l'obéissance , & que tant de changemens successifs , dans sa constitution , ont presque détruite.

Nous voudrions aussi que le Département

ment de la Mer ne fût plus confié à des hommes entièrement étrangers, par état, à la marine, & au commerce; ce qui en remet nécessairement la direction à des agens secondaires, qui se la partagent & la gouvernent au grand préjudice de l'Etat, sans économie & sans principes.

Nous souhaitons qu'on s'occupe essentiellement de la réforme de l'ordre judiciaire, & de restreindre l'autorité des Cours supérieures, en les réglant de manière qu'elles ne puissent plus se mêler des affaires du Gouvernement, ni s'immiscer, en quoi que ce soit, dans la Législation.

Nous souhaitons qu'on réforme le Code criminel, & que la procédure par Jures soit établie en France comme elle l'est en Angleterre.

Nous souhaitons que, sur cette importante réforme, on consulte les Etats Provinciaux, & qu'un plan général arrête par ces Etats, & présenté à la seconde Assemblée des Etats-Généraux, serve de

base aux changemens que la Nation desire, tant dans le Code criminel, que dans les loix civiles, la police, la forme & le nombre de ces Tribunaux supérieurs & inférieurs.

Dans cette grande opération, plusieurs choses sont à considérer : la première est la maxime de l'inamovibilité des Offices de Magistrature, principe dont les bases étoient établies sur le vice même de notre ancienne constitution ; mais ce prétexte spécieux lui échappe, & l'on peut enfin juger cette erreur comme les autres, & la soumettre à l'épreuve du raisonnement.

Il convient de revenir aujourd'hui sur l'ancien droit des Peuples qui éliisoient leurs Pasteurs & leurs Juges : ces droits dont les hommes se sont laissés dépouiller par diverses autorités, n'en sont pas moins existans ; notre vœu est donc qu'on les examine & qu'on tâche à s'en ressaisir. L'hierarchie ecclésiastique & judiciaire peut se simplifier beaucoup, & l'on ne voit pas d'inconvénient de remettre à la



proposition des Etats administratifs des Provinces les Juges des Peuples & leurs Curés , en réduisant ces deux fonctions au simple nécessaire , ce qui est très-essentiel ; puisque ce sont deux classes stériles & parasites , & que leur réduction seroit un grand moyen de soulagement pour les Peuples , sans nuire à aucune des classes actives & productives ; avantage qui dans tout projet de réforme est très à considérer.

*Nota.* Ce seroit ici le lieu de rappeler les droits de la Pragmatique-sanction , si solennellement proclamée par Charles VII, dans une Assemblée de la Nation , sacrifiés ensuite par l'ambitieux François I<sup>er</sup> , à l'avarice du Chancelier Duprat & à la magnificence de Léon X ; mais tous ces grands abus qui constituent au milieu de nous une puissance étrangère au Souverain ; ces tributs ignominieux imposés sur un Peuple libre , par une Loi non consentie par la Nation , ( le Concordat ) , tous ces témoignages de notre foiblesse , de notre servitude & de notre igno-

rance vont disparoître sans doute à l'approche de l'esprit public que l'assemblée des Etats-Généraux doit reproduire parmi nous.

Aucun Député n'ignorera sur quels titres repose l'indépendance du temporel du Clergé de France de toutes Puissances étrangères. Ils sauront tous que les bénéfices étoient électifs, qu'ils étoient chargés des mêmes services que les bénéfices militaires, & ne verront plus, dans le régime actuel de ces bénéfices, & dans les immunités ecclésiastiques, qu'une suite non interrompue d'attentats & d'usurpations dont le cours doit s'arrêter devant la force nationale, les lumières de ce siècle & l'intérêt-général.

Nous croyons encore qu'on doit aider le Roi dans les réformes nécessaires à faire sur tout ce qui l'entoure ; car on ne peut considérer ces Pensions, ces Dons, ces Charges lucratives accumulées dans quelques familles, que comme des larcins adroits ; & l'état difficile des finan-

ces, singulièrement aggravé par le nombre de ces graces arrachées par l'importunité au meilleur des Princes , doit être soumis au plus rigoureux examen.

Les dons du Prince ne peuvent être que les récompenses des services rendus à l'Etat; toute pension qui ne repose pas sur ce titre sacré, doit être supprimée. Une loi qui indiquera le terme des récompenses en argent qu'un seul individu pourra prétendre, devient indispensable pour redonner de la valeur à celles qui ne dépendent que de l'opinion, & qui sont l'inépuisable trésor des grands Princes & des Gouvernemens, dont l'esprit public est le ressort principal.

*Nota.* Il nous resteroit encore un grand champ à parcourir, sur les Loix, le Commerce, l'Agriculture, le crédit public, l'ordre des finances, la perception & le mode des Impositions, la forme & les principes des Etats - Provinciaux; mais nous ne prétendons point épuiser ce sujet. Il nous suffit d'indiquer dans quel esprit



ces instructions doivent être faites : on conçoit que dans ce recueil des vœux exprimés dans cette forme & brièvement ; l'Assemblée Nationale trouvera réunies au milieu de beaucoup de vœux indiscrets sans doute une foule de vues utiles & qui deviendront sa lumière habituelle ; elle y trouvera encore le motif de toutes les pétitions imaginables , & sans doute beaucoup de moyens heureux d'exécution. Enfin , non-seulement les États-Généraux représenteront les individus composant la Nation, mais encore, à l'aide de ces instructions, ils réuniront à leur esprit particulier , l'esprit-général , & forts de l'accord de toutes les volontés, leur puissance sera aussi légale qu'absolue.

#### D E S G R I E F S.

*Nota.* Ici les instructions varient davantage & feront plus particulièrement soumises aux circonstances locales ; cependant on conçoit l'importance de cette

partie dont nous voudrions être en état de présenter les détails. Tout y doit être positif; c'est un recueil de faits clairement & hardiment prononcés, dans lequel le grand intérêt du Peuple doit faire la Loi suprême, & toute considération particulière y feroit un crime. Le despotisme des Grands, l'avarice du Clergé, la prévarication des Juges, la négligence & la corruption des Agens du Gouvernement, les résultats ruineux de ses opérations, tout doit s'y trouver nuement & fortement exprimé. — C'est au grand Jugement que nous marchons, & toute dissimulation seroit inutile.

L'on doit trouver sur-tout dans ces Grieffs tous les matériaux nécessaires pour juger les effets du traité de commerce de la France avec l'Angleterre, & chaque Bailliage doit s'arrêter sur ce grand objet; car la conservation du travail, ce trésor du pauvre, est le véritable objet de toute bonne Administration. C'est dans leurs effets que se jugent en dernier ressort les

opérations de Finance & de Commerce. Puissent les plaintes générales de la Nation sur la diminution du travail, n'être pas fondées! S'il étoit vrai, nous n'aurions qu'un parti honorable à prendre, (le salut du Peuple est la première des loix) rompre le traité & se préparer à la guerre.

Voilà tout ce que je dois dire sur cette dernière partie qui termine & complète ce projet d'instructions: nous savons qu'on nous blâmera d'en avoir rendu la première partie obligatoire; mais nous croirons que, ramené comme nous à ce plan par la réflexion, on en adoptera bientôt les idées. L'opinion contraire qui a d'abord été la nôtre & qui est vraie sous tous les rapports abstraits, cesse de l'être relativement aux circonstances qui nous environnent; ces circonstances sont une donnée morale dont ceux qui ont écrit sur ce sujet ont tenu trop peu de compte; excepté M. d'Anr... qui semble en avoir été trop frappé. Cette diversité d'opinions, appuyée par des autorités si recommandables, laissera-t-elle af-



fez de liberté aux esprits pour recevoir l'espèce d'accommodement que je propose ici ?

Cet écrit étoit presqu'achevé , lorsqu'une incommodité assez longue m'a empêché d'y mettre la dernière main & de le livrer à l'impression. Pendant ce temps, l'Arrêté de la Province du Dauphiné a paru , & j'ai éprouvé pour la seconde fois le plaisir de voir mes principes confirmés par les sages Délibérations de cette Province ; mais que de réflexions nouvelles cette conduite constante & habile du Dauphiné me fait connoître ! Elles ont tant d'analogie avec ce sujet, que je ne saurois m'y refuser.

Tous ceux qui ont adopté le principe des pouvoirs illimités , ont , comme nous l'avons dit , négligé de traiter la question des droits , qu'il ont cru décidée d'un seul mot ; l'autorité des Etats-Généraux est absolue : ce principe posé & admis , leurs conséquences étoient sans réplique ; mais si le principe est contesté , s'il existe

des Provinces qui prétendent que les droits de leur capitulation sont au-delà de la puissance des Etats-Généraux, si le Monarque leur dispute, en leur accordant le droit de voter les subsides, celui de faire des loix ; si la puissance judiciaire que tant d'intérêts rapprochent, sous ce rapport, des prétentions du Monarque, s'unit à lui pour leur contester le pouvoir législatif ; si dans cette assemblée où vous desirez des membres absolus dans leurs pouvoirs, il en existe la moitié qui ne représentent pas la Nation ; mais au contraire, ses parties adverses à plusieurs égards, & qui moins touchés de leurs droits comme hommes que de leurs privilèges comme Prêtres ou comme Nobles, seront visiblement entraînés vers la puissance dominante, & contre laquelle doit se livrer le combat ; enfin, si à la place d'une assemblée de Représentans de la Nation, nous ne voyons réunis que les Députés de telle ou telle Province, de tel ou tel Ordre, que deviendra au milieu

de ces intérêts variés , le grand intérêt de la Patrie , qui ne peut exister dans sa pureté qu'au milieu des Représentans des Communes , qui sont réellement la Nation , *moins les Nobles & les Prêtres.*

Querésulteroit-il des pouvoirs illimités ? Je veux que le principe en soit adopté par les trois Ordres , & par les pays d'Etats eux-mêmes , malgré l'assurance que nous avons de la diversité de leurs opinions sur ce point ; que les Députés des Communes livrés sans appui à tout l'ascendant des deux premiers Ordres & de la Cour , (car enfin , il faut tout prévoir , & l'exemple d'un Gouvernement sans intrigue , agissant ouvertement , est si rare & si extraordinaire , que ce n'est pas sur une telle base qu'il convient d'asseoir les destinées des Nations) , que les Députés des Communes , dis-je , subjugués par cet ascendant , enfin , corrompus si l'on veut , pourroient adhérer à un mauvais replâtrage du plus vicieux des Gouvernemens , & perdre sans retour l'inestimable avantage



attaché aux conséquences des révolutions ,  
cette unique source du rajeunissement  
des Nations.

Ce mot révolution signifie le passage  
brusque d'un état à un autre état , &  
les grands changemens en sont une con-  
séquence toute naturelle. Les Peuples  
n'ont rien à espérer que de ces circons-  
tances extrêmes , où les Rois , soumis  
comme eux au joug de la nécessité , voient  
décider de leur sort , & sont contraints à  
s'y résigner. C'est après que la constitution  
sera fixée , que le principe des pouvoirs illi-  
mités est admissible , & nous y ferons con-  
duits tout naturellement ; mais , je le  
répète , il faut une reconnoissance des  
droits , & qu'elle soit adoptée par la ma-  
jorité des élections , que les Communes  
s'en fassent une loi , qu'une partie de la  
Noblesse s'y réunisse , & j'ose vous répondre  
que nous sommes libres.

C'est donc à vous , Communes , que  
je dédie le fruit de mes réflexions , en  
vous exhortant à l'union , en vous sup-

pliant d'accepter ces limitations , & cette reconnoissance des droits , qui , seule entre vos mains , peut sauver l'Etat. Courage & persévérance. N'abandonnez point le gouvernail au milieu de la tempête , c'est vous qui le tenez ; mais si vous donniez des instructions sans limites , il vous échapperoit. Ralliez-vous les uns aux autres , soutenez la Patrie dont vous faites toute la force ; entendez vous , & attendez-vous ; marchez & frappez ensemble , & qu'un accord parfait d'un bout du Royaume à l'autre fasse disparaître toutes les nuances qui vous différencient ; croyez que les limites que je vous propose dans vos instructions , si vous les adoptez toutes , deviendront les remparts inexpugnables contre lesquels iront se briser tous les efforts de vos ennemis , qui sont aussi ceux de la Patrie ; croyez-en celui-là qui vous a voué ses forces , & qui a mûri par une longue méditation , les idées qu'il vous présente ici , & ce plan d'instructions. J'ai osé me mettre à la place de celui que vous char-

geriez de défendre vos droits , & c'est dans cette honorable situation , que j'ai souhaité que vous limitassiez les pouvoirs , & j'ai cru de mon honneur , dès que j'ai senti cette vérité , de la publier & de vous l'offrir.

Je puis m'être trompé , sans doute ; mais un sentiment vif m'entraîne & semble m'éclairer. J'attache une si haute importance en cet instant à l'opinion publique , que la persuasion la plus forte a pu seule m'engager à contredire ici des hommes accrédités par la réputation de leur savoir & de leur esprit , & dont j'estime également le caractère & les écrits ; mais il s'agit d'un intérêt devant lequel tout cède : il les animoit en écrivant que les pouvoirs doivent être illimités ; il m'a commandé les modifications que je propose dans ces pouvoirs : c'est à nos Juges communs à prononcer : pour nous , veuillons le bien public , cherchons le ensemble , sur-tout soyons de bonne foi , & nous le trouverons.



Je ne suis point homme de lettres : j'ai pris la plume comme Citoyen ; écrire , ou parler , m'ont semblé deux actions également libres ; & dans la défense de la cause du Peuple contre le Privilégiés , j'ai soutenu mon opinion par écrit comme en conversant sans aucun déguisement. Nul besoin , nul intérêt ne m'avoient aussi vivement frappé ; l'amour de la liberté fut toujours le sentiment dominant de ma vie ; & l'instant où j'ai pu l'exprimer à mon gré en m'y abandonnant sans réserve , en est devenu l'époque la plus heureuse.

O vous , Roi vraiment grand ! puisque vous êtes souverainement juste & bon , continuez de composer votre félicité de celle de 25 millions d'hommes dont vous allez régler les destinées , & daignez accepter l'hommage libre & pur d'un sujet fidèle : nous vous devons le principe de tout bonheur & de toute gloire. La liberté nationale , ce grand bienfait , ne peut être composé que de la liberté individuelle rendue à tous les citoyens , & de

la restitution du pouvoir législatif à la Nation assemblée par ses Représentans ; pouvoir qui ne sauroit être réuni à la puissance exécutive , que là où l'on veut ne former que des esclaves & des tyrans.

Louis XVI, législateur dans un siècle de lumières, a reconnu ces grandes vérités ; & votre bonheur , Français , votre gloire & votre liberté seront son ouvrage & sa récompense.

---